

VOIX DU CONGO: LA ROUTE A PARCOURIR

Constatations du Sommet Politique

Le 26 juillet, 2011

Le 26 juillet 2011, plus de quarante représentants venant du gouvernement des Etats-Unis, des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales et d'experts indépendants se sont joints à une délégation de leaders de la société civile congolaise pour discuter des défis les plus urgents qui affrontent la République Démocratique du Congo et des solutions les plus efficaces que puissent prendre les Etats-Unis et autres intervenants pour y faire face. Le sommet a été subventionné par le Musée Mémorial de l'Holocauste des Etats-Unis, la Fondation Nationale pour la Démocratie, et l'Initiative de l'est du Congo. Ce sommet a été convoqué à l'occasion d'une conférence publique.

Principales constatations et recommandations:

- **Présentement, les problèmes fondamentaux au Congo dérivent d'un manque de gouvernance**, ce qui empêche un progrès soutenu aux niveaux des droits de l'homme, de la distribution de services sociaux, et de la réforme dans le secteur de la sécurité.
- **Les élections prévues pour le mois de novembre dans la République Démocratique du Congo (Congo) pourraient engendrer une violence déstabilisante**, surtout étant donné les problèmes qu'on voit présentement par rapport à l'organisation des élections, à la rhétorique venant des principaux partis politiques, et à la faiblesse de l'engagement international.
- **Les Etats-Unis et autres partenaires de l'ouest sont moins engagés au Congo et ne coordonnent pas leurs communications stratégiques ce qui diminue leur impact.** Cette faiblesse d'engagement se manifeste, à court terme, par une chute importante de l'assistance financière et de l'attention portée aux élections du Congo de la part de représentants diplomatiques à hauts niveaux comparé aux élections de 2006. A long terme, les partenaires de l'ouest pourraient améliorer leur assistance à l'Afrique centrale et à la région des Grands Lacs en coordonnant leurs messages et politiques face à cette région.
- **Ces mêmes partenaires n'ont pas su faire usage de certains atouts** pour encourager une meilleure gouvernance et le respect des droits de l'homme. Ces atouts incluent des prêts conditionnels et des projets de financement de la part d'institutions financières internationales, ainsi que l'aide bilatérale assez importante venant des gouvernements de l'ouest.
- Les partenaires de l'extérieur du Congo **doivent travailler plus ardemment pour atteindre la population et la société civile congolaise**, malgré les difficultés de cette tâche, pour mieux comprendre la situation régressive au pays et pour engager la population dans sa propre démocratisation.

Compréhension des Difficultés

Malgré les élections démocratiques qui ont installé le président Joseph Kabila en 2006, le pays souffre d'un commandement faible à tous les niveaux, menant plusieurs congolais à croire que les énormes crises de sécurité et des droits de l'homme sont dues à un effondrement du gouvernement. Depuis ces élections, la qualité de vie au Congo ne s'est guère améliorée et s'est peut-être même empirée. La population civile à l'est du pays continue à être vulnérable aux groupes prédateurs armés, y compris l'armée nationale. La violence sexuelle continue à être épanouie. A présent, plusieurs congolais dans la capitale de Kinshasa n'ont ni électricité, ni eau courante, bien qu'ils recevaient ces services durant la période électorale de 2006. Depuis le régime de Mobutu Sese Seko, le problème de corruption au niveau du gouvernement n'a pas été remédié et, en même temps, la capacité de l'état pour gérer la corruption et l'attente de ses citoyens s'est davantage écroulée.

Bien que les problèmes de bases requièrent un engagement à plus long terme, les élections prochaines pourraient précipiter une crise. Les préparations pour les élections sont en retard, ce qui met en doute la crédibilité d'un processus électoral prévu aussi tôt que le 28 novembre. Le président en exercice n'est pas populaire, même auprès de la population de l'est qui avait été son soutien principal. Bien que les perceptions de l'élection à l'est du pays diffèrent de celles à l'ouest du pays, la population est de plus en plus furieuse, craintive et frustrée par l'inhabilité dont fait preuve le gouvernement en ce qui est de fournir un environnement sécuritaire, de distribuer les services essentiels, et d'offrir une vision améliorée pour l'état. Ni le président en exercice, ni un parti principal de l'opposition n'acceptera rien de moins qu'une victoire aux élections présidentielles, et les partis en opposition n'ont pas pu s'unir en support d'un candidat commun. Plusieurs partis ont aussi récemment rejeté un code de conduite proposé par le gouvernement.

Plusieurs scénarios sont possibles, et les plus probables d'entre eux ne sont pas particulièrement rassurant. Parmi ceux-ci, on inclut des élections désordonnées d'ici le 6 décembre, date qui, pour plusieurs, indique la fin du mandat constitutionnel de Kabila ; une autre possibilité serait celle de remettre les élections à une date bien avant ou juste avant cette date limite ; une troisième possibilité accorderait la victoire à Kabila mais ce serait une victoire issue d'élections sérieusement problématiques, quelque soit leur date. Chacun de ces scénarios aurait pour résultat des élections dévalorisées ou des revendications populaires, ce qui mènerait sans doute l'état à faire usage de violence pour écraser l'opposition, comme on l'a déjà vu faire. Certains pensent que, dans le cas de violence liée aux élections, on porterait inévitablement attention à la mission des Nations Unies au Congo (MONUSCO - Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo), même si celle-ci n'est pas chargée de résoudre de telles crises politiques.

Engagement International

Les Etats-Unis et autres intervenants extérieurs importants savent qu'une paix durable au Congo nécessitera bien plus que des élections fiables et ont, depuis plusieurs années déjà, mis en œuvre des programmes importants. Par contre, la communauté internationale est aujourd'hui moins concentrée sur le Congo qu'elle l'a déjà été et, de plus, la politique générale démontre un manque de coordination entre les parties prenantes qui, préalablement, avaient collaboré entre

elles de façon efficace. Bien que les Etats-Unis et autres intervenants internationaux s'engagent face à une grande variété de problèmes, le manque de coordination entre eux diminue leur effet collectif.

Par rapport aux très importantes élections prochaines, la communauté internationale est beaucoup moins engagée qu'elle l'était en 2006 par rapport à la supervision des procédures et à l'avancement d'un environnement politique propice à des élections libres et justes. La MONUSCO, par exemple, est affligée d'énormes problèmes logistiques et politiques face auxquels elle manque de capacité.

En ce qui est d'améliorations à plus long terme, on a du mal à transformer même les succès relativement modestes, acquis de parts et d'autres, en progrès durables pour le pays, sans faire face aux problèmes de gouvernance fondamentaux. Bien que les efforts américains envers la violence sexuelle et les minéraux de conflit représentent une démarche pratique face à ces problèmes complexes, ces efforts ne touchent pas les causes premières des problèmes au Congo et pourraient même être contre-productifs. La politique des Etats-Unis envers la proposition des tribunaux spécialisés mixtes pour faire face aux crimes internationaux les plus sérieux commis au Congo entre 1990 et 2003 a été bienvenue et positive, mais le défi à présent sera celui d'assurer que les lois du tribunal sous considération au parlement congolais soient en accord avec les normes internationales. Plusieurs programmes ont déjà tenté la réforme des forces de sécurité au Congo, mais la communauté internationale n'a pas pu, jusqu'à date, offrir quelque changement significatif. D'autre part, il n'est pas du tout certain que les programmes de protection et de sécurité soient utiles pour ceux qui vivent au centre du pays, surtout pour les femmes.

Pour repousser les engagements internationaux vis-à-vis ces problèmes, le gouvernement congolais fait usage de discours trompeurs et de demi-mesures dans ses communications envers la communauté internationale. En même temps que le gouvernement craint la communauté internationale, il essaie d'attirer l'engagement de la Chine qui, elle, se préoccupe moins de questions de gouvernance et de droits de l'homme. Etant donné que la population a peur de communiquer les abus dont elle souffre et l'état déplorable de leur vie quotidienne, les intervenants extérieurs doivent donc redoubler leurs efforts pour leur venir en aide.

La société civile a aussi un rôle utile à jouer pour relever les défis congolais, mais elle est affligée par ses propres problèmes. Elle existe dans des circonstances énormément difficiles qui incluent non seulement les accablants problèmes de gouvernance et de droits de l'homme, mais aussi les dangers continuellement présents que représentent les forces de sécurité et les groupes militaires antagoniques, ainsi qu'une infrastructure croulante. Les intervenants de la société civile font face à une pression croissante venant du gouvernement, qui se manifeste par des attaques contre ses leaders importants, des tentatives de corruption de la part du gouvernement, et des menaces. Une bonne portion de ce secteur de la société congolaise est robuste et dévouée, mais elle nécessitera un niveau d'organisation plus sophistiqué si elle envisage affronter ces problèmes de façon efficace et mieux représenter les besoins du peuple. Enfin, bien que la société civile ne puisse pas s'approprier le rôle du gouvernement, elle mérite quand même de recevoir le support nécessaire qui lui permettrait de faire pression sur le gouvernement pour qu'il prenne en charge les responsabilités qui lui reviennent.

Recommandations Principales

Les recommandations ci-dessous sont basées sur des commentaires reçus durant le sommet et soumis dans le cadre de questionnaires d'évaluation.

Les recommandations principales à ressortir de la discussion se concentrent sur trois stratégies:

- **Augmenter l'engagement des hauts niveaux du gouvernement américain.** Les Etats-Unis doivent augmenter leur engagement au niveau de l'Assistant Secrétaire de l'État ou du Secrétaire de l'État avec le but d'améliorer les interventions auprès du gouvernement congolais et de coordonner ses démarches avec d'autres intervenants.
- **Améliorer la coordination entre les parties prenantes extérieures.** Les partenaires de même sensibilité auraient avantage à se mettre en accord par rapport à un mode opératoire ou une structure viable qui leur permettrait de collaborer plus intimement et donc de coordonner leur communications stratégiques envers le Congo et ses voisins tels l'Angola, le Congo Brazzaville et le Rouanda. Ensemble, ils pourraient alors créer des politiques plus puissantes, y compris par rapport à la réforme du secteur de la sécurité et à la gouvernance. Ces partenaires incluent la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI), les pays européens, les États-Unis, l'Union Africaine, et certains pays africains clés tels l'Afrique du Sud et la Tanzanie.
- **Renforcer la conditionnalité des programmes bilatéraux et multilatéraux.** La conditionnalité doit jouer un rôle plus important dans les programmes du FMI, de la Banque Mondiale, et d'autres parties prenantes des politiques extérieures vis-à-vis le Congo. Avec comme base une approche plus coordonnée, ces intervenants extérieurs devraient conditionner les programmes de financement gouvernementaux pour le Congo, y compris, possiblement, ceux qui ont à voir à la gouvernance et aux droits de l'homme.

Ces recommandations pourraient ensuite être apposées aux suivants:

- **Les élections.** Le processus électoral requière d'avantage d'attention, y compris le besoin de renforcer le rôle de la société civile et la nécessité de tenir le gouvernement responsable pour assurer un processus crédible. De plus, les parties prenantes aux élections devraient mieux se préparer pour faire face à de multiples scénarios suivant l'annonce des résultats électoraux ou dans le cas où il pourrait y avoir certains délais. Des superviseurs de coordination seraient utiles aussi, surtout si, comme on s'en attend, les résultats seraient disputés.
- **La réforme du secteur de la sécurité.** Ces recommandations pourraient fournir une fondation plus robuste à partir de laquelle on puisse envisager la réforme du secteur de la sécurité, dont certains éléments ont été entrepris par divers intervenants internationaux au cours des années. Des analystes citent encore ce problème comme étant un domaine au sain duquel il n'y a pas eu suffisamment de progrès.
- **L'établissement d'institutions gouvernementales.** Malgré les résultats électoraux, il est impératif que les gouvernements extérieurs continuent à renforcer les institutions gouvernementales, surtout en ce qui concerne la justice et la distribution de services sociaux essentiels avec, pour but éventuel, l'élimination complète de la corruption.



Le Musée Mémorial de l'Holocauste des Etats-Unis

Un mémorial vivant pour l'Holocauste, le Musée Mémorial de l'Holocauste des Etats-Unis inspire tout citoyen et leader du monde à affronter la haine, à empêcher le génocide, et à promouvoir la dignité humaine.

ushmm.org



La Fondation Nationale pour la Démocratie

La Fondation Nationale pour la Démocratie est une fondation privée à but non lucratif dédiée à la croissance et au renforcement des institutions démocratiques de par le monde.

ned.org



L'Initiative de l'est du Congo

L'Initiative de l'est du Congo est une initiative américaine pour la défense et la distribution de fonds qui croit que les approches locales et à base communautaire sont essentielles pour bâtir une société durable et prospère dans l'est du Congo.

easterncongo.org